



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Séquestration de licenciés : ce sont les grands patrons qu'il faut exproprier !

Tract édité par le comité NPA de Renault Cléon - Avril 2009

Il ne se passe pas un jour sans que ne soient annoncées des fermetures d'entreprises, des licenciements ou des mesures de chômage partiel.

Pendant que des centaines de milliers d'hommes et de femmes sont livrés au désespoir, les grandes entreprises qui licencient continuent à faire des profits fantastiques et le gouvernement leur distribue des milliards.

Pas un jour non plus sans son lot de scandales où les principaux patrons du pays dissimulent leurs comptes dans des paradis fiscaux pendant que la plupart des dirigeants d'entreprises s'en mettent plein les poches accumulant stocks options, bonus ou parachutes dorés.



maladies professionnelles, les accidents du travail voire parfois les suicides font partie du quotidien ? Le nombre de travailleurs pauvres dépasse les 7 millions. A tous les âges la violence sociale frappe. Chez les jeunes le chômage a augmenté de 57,2% dans les Zones Urbaines Sensibles entre 2008 et 2009. Quant aux retraités, ils en sont réduits à la misère et même certains à faire les poubelles.

Les banquiers et les grands patrons fraudent, mettent en danger délibérément leurs salariés, ruinent la société, plongent l'humanité dans la crise mais ne sont pas considérés comme des délinquants, des fraudeurs et des voyous.

La violence c'est la propriété capitaliste

Au milieu de cet enrichissement scandaleux des plus riches et d'une détresse croissante des plus pauvres, il a suffi que les travailleurs de 6 entreprises retiennent leurs dirigeants quelques heures afin de sauver leurs emplois pour qu'on assiste à un déluge de haine et de menaces du gouvernement et du patronat. "Illégal", "violence inadmissible", "revolver sur la tempe" et Sarkozy qui affirme martialement qu'il "ne laissera pas faire".

Mais où est la violence ? Dans les actes d'hommes et de femmes qui essaient de se défendre pour ne pas mourir où dans celle qui consiste à les priver de leur seul moyen de vivre, leur salaire ? Comment peut-on vivre avec le Smic ou quand le salaire est réduit de 2 à 300 euros par le chômage partiel ? Où est la violence quand les harcèlements, les humiliations, le surmenage, l'exposition aux produits dangereux, les

Les premiers signes visibles d'une colère qui couve et grandit

Alors quand ceux de Sony, Caterpillar, 3M, Fnac, Faurecia ou Scapa redressent la tête, "retiennent" leurs patrons et que seulement 7% de la population les condamnent, les "puissants" qui piétinent les pauvres s'inquiètent et voudraient les faire taire. Ils craignent qu'encouragés par ces premiers pas vers une fierté retrouvée, le peuple entier ne se soulève comme aux Antilles et ne rentre dans une grève générale, seul moyen de ne pas payer la crise.

Alors oui, les "séquestrations" sont légitimes et peut-être les premiers signes avant-coureurs de l'explosion qui vient et qu'il faut préparer, comme celle du dirigeant de l'usine Sud Aviation en 1968 fut le prélude à la grève générale.

Le 14 avril 2009.

BRISER LES RÉSISTANCES POUR CONSTRUIRE LE TOUS ENSEMBLE

Après EMT Composant à Caudebec-les-Elbeuf, après Autoliv à Gournay-en-Bray, les salariés d'Autoliv à Saint Etienne-du-Rouvray sont confrontés actuellement à un plan de restructuration et à une menace de 144 suppressions d'emplois..

Lors de l'émission télévisée « *Pièce à conviction* » du mardi 8 Avril, le reportage diffusé sur FR3 - vu par de nombreux salariés - a bien mis le doigt sur le diktat et l'état de dépendance imposés par les donneurs d'ordre, Renault et PSA, à l'ensemble des sous-traitants.

Pour restructurer l'ensemble de la filière auto, la stratégie patronale est simple : anesthésier dans un 1er temps les salariés Renault et PSA à l'aide du chômage partiel, afin de licencier boîte par boîte chez les équipementiers et éviter ainsi la possibilité de convergence des luttes.

Face aux licenciements, faute de rapport de force suffisant, les syndicats de base se voient contraints, au final, à négocier des primes de départ. Localement - pour Autoliv - ce même schéma est prévisible. L'ensemble de la filière auto est visée.

Face aux licenciements, une manifestation nationale de la filière auto est urgente. C'est l'exigence de nombreux syndicats de base. Devant le refus d'organiser une riposte à la hauteur, la passivité actuelle des appareils syndicaux est totalement irresponsable. Afin d'interdire les licenciements il faut construire d'urgence le « *tous ensemble* » et briser toute résistance s'y opposant.

ARNAQUE AUX ASSEDIC

Patronat et gouvernement ne ménagent pas leur peine quand ils partent en guerre contre les « fraudeurs » et autres « profiteurs du travail précaire », censés bénéficier indûment des ASSEDIC et creuser les déficits publics : radiations, renforcement des contrôles...

Silence radio, par contre, quand Renault organise la fraude à grande échelle. Dans le cadre du Projet Renault Volontariat (PRV), ce sont des milliers de salariés que la direction envoie pointer au chômage, après 30 ou 40 ans de bons et loyaux services, avec des congés de reclassement pour la plupart factices. En oubliant de préciser que ce n'est pas elle qui fixe les conditions dans lesquelles les chômeurs seront indemnisés dans quelques mois.

Ce sont pourtant les mêmes qui s'opposent au retour à la retraite après 37,5 ans de cotisation et dès 55 ans pour les travaux pénibles... : ce ne serait pourtant que justice !

ET SI LA GRÈVE DES OUVRIERS DE TOYOTA DEVENAIT CONTAGIEUSE !

CADENCES INFERNALES



Depuis lundi 6 avril, les travailleurs du site Toyota d'Onnaing, près de Valenciennes sont en grève. Ils exigent le paiement à 100 % des jours de chômage imposés par la direction (contre 60 % du brut actuellement). « *Plutôt crever que de payer les jours de chômage partiel à 100 % !* », voilà la phrase lancée par le PDG du site Toyota, qui a mis le feu aux poudres.

Dans un contexte de plus en plus tendu avec la multiplication des jours chômés (une perte de 200 à 300 euros sur les payes), la demande faite par la direction de travailler gratuitement les vendredis d'avril et 3 samedis sans majoration a été la provocation de trop. Assez pour déclencher la première grève que le site ait connue, depuis son ouverture en 2001.

Depuis, les grévistes ont rajouté le paiement des jours de grève, une prime immédiate de 1 000 euros et une augmentation de 100 ou 200 euros nets mensuels. Toyota, qui agite l'épouvantail de la crise, a largement les moyens de payer, elle qui a réalisé 80 millions d'euros de bénéfice en 2007, 82 millions en 2008 (soit plus de 25 000 euros de bénéfice extorqués à chaque salarié).

Les manifestations sont quotidiennes, aux cris de « *Ouvriers révoltés, c'est pas à nous de payer !* », « *Chômage partiel à 100 % !* ». Reste à ce que cette grève « *devienne un mouvement de toute l'industrie automobile du pays* » car, comme l'ajoute Eric Pecqueur, délégué CGT de Toyota, « *C'est pas parce qu'on n'a pas les mêmes patrons qu'on n'a pas les mêmes intérêts* ».

Pour nous contacter :

didier.laforets@free.fr - 06 33 57 76 08
<http://www.npa2009.org>